



71^e session de l'Assemblée générale
5^e commission

Points 133 de l'ordre du jour

**Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice
biennal 2018-2019**

**Proposed programme budget outline for the biennium 2018-
2019**

New York, le 2 décembre 2016

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Nos délégations saluent les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatifs au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.

Madame la Présidente,

Le succès de l'ONU doit se mesurer à l'aune de l'efficacité avec laquelle l'Organisation œuvre au service de sa Charte et exécute les mandats qui lui sont confiés par les États membres. À cette fin, ces derniers ont la responsabilité d'assurer la conduite stratégique de l'Organisation en lui fournissant des ressources suffisantes, en les répartissant là où leur impact sera le plus fort et en assurant leur utilisation la plus efficiente possible.

Dans ce contexte, nous souhaitons faire deux observations.

Premièrement, **le système d'élaboration du budget et de planification en place au sein de l'ONU – dont le présent projet de budget constitue une partie importante – est dysfonctionnel. Une réforme s'impose.** Le processus de planification et de budgétisation est le principal outil dont disposent les États membres pour veiller à ce que l'Organisation mette ses mandats en œuvre avec le plus d'efficacité et d'efficience possible.

Le cycle de planification des programmes et d'élaboration des budgets s'étend actuellement sur cinq ans, alors que le budget ordinaire de l'ONU porte sur deux ans. Le plan des programmes de l'ONU est *approuvé séparément du budget, si bien que, une fois les ressources réparties et le budget approuvé, les plans en question peuvent être dépassés – ce qui est souvent le cas.* La performance des programmes et la performance financière de l'Organisation ne sont pas considérées de manière concomitante. Dès lors, le lien étroit entre allocation des ressources et performance passée n'est pas établi, si bien que les États membres prennent leur décision sans tenir compte de la performance des programmes de l'Organisation. En conséquence, au lieu de pouvoir travailler en vue d'obtenir des résultats clairs et guider l'orientation stratégique de l'Organisation en pleine connaissance de cause, les États membres se retrouvent à faire de la micro-gestion des ressources en autorisant la création ou la suppression de postes individuels.

Deuxièmement, sur la base des ressources qui lui sont allouées, l'ONU pourrait **atteindre de manière encore plus efficace les objectifs qui lui sont confiés dans les domaines de la paix et de la sécurité.** La meilleure manière de gérer un conflit est de le prévenir. De nombreux examens, rapports et résolutions soulignent en effet que prévenir vaut mieux – et coûte moins cher – que guérir. Or, alors que les opérations de maintien de la paix reçoivent la plus grande part des contributions obligatoires, les **activités de médiation et de prévention des conflits** ne se voient allouer qu'une faible partie des ressources. L'Organisation doit déployer davantage d'efforts à cet égard.

De plus, **la paix, la sécurité et les droits de l'homme vont de pair et sont étroitement liés.** Nous avons besoin d'un « pilier droits de l'homme » suffisamment fort pour mettre en œuvre pleinement ses mandats et promouvoir et défendre les droits de l'homme avec efficacité. Un « pilier droits de l'homme » renforcé permet aussi de mieux anticiper et prévenir les conflits et, ainsi, de promouvoir la paix et la sécurité. Nos délégations vont donc continuer à s'engager pour que les ressources nécessaires du budget ordinaire soient mises à disposition pour financer la mise en œuvre des mandats assignés par les États membres au « pilier droits de l'homme ».

Madame la Présidente,

En conclusion, nous sommes fermement convaincus qu'**une réforme ambitieuse de l'Organisation et de son processus d'élaboration du budget** pourrait grandement améliorer l'efficacité de l'ONU. Nous nourrissons de grandes attentes à l'égard du prochain Secrétaire général et l'encourageons vivement à poursuivre les réformes de gestion en cours, à proposer de nouvelles réformes audacieuses et à guider stratégiquement l'Organisation en se basant sur un processus d'élaboration du budget efficace et fondé sur les résultats. Nous l'assurons de notre plein soutien dans la réalisation de ces réformes.

Je vous remercie.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Madame Chair,

I have the honour of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

Our delegations welcome the reports of the Secretary-General and of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions on the proposed programme budget outline for the biennium 2018-2019.

Madame Chair,

The measure of the UN's success must be the effectiveness with which the organisation serves its charter and implements the mandates entrusted to it by member states. To this end, it is incumbent on member states to strategically steer the organisation by providing sufficient resources, by allocating these resources where the impact is highest and by ensuring that they are used in the most efficient way possible.

In this context, we would like to make two observations:

First, **the current system of budgeting and planning within the UN, of which the present budget outline is an important part, is dysfunctional. It must be reformed.** The planning and budget process is the main tool member states have at hand to ensure that the organisation implements its mandates in the most effective and efficient way. The current programme planning and budget cycle spans five years, notwithstanding that the UN Regular Budget is a biennial budget. The UN has its programme plans approved separately from the budget, so when resources are allocated and the budget is approved, the programme plans can be, and often are, outdated. Also, the programme performance and financial performance of the organisation are not considered concurrently. Accordingly, the important link between the allocation of resources and past performance is not established and member states make their decisions without considering the performance of the organisation's programmes. As a result, instead of being able to strive for clear future results and guide the organisation's strategic orientation in an informed way, member states are embroiled in micro-management of allocating resources to the extent that they authorize the creation and abolishment of individual posts.

Second, based on its existing resources, the UN could **more effectively achieve its mandated objectives in the area of peace and security.** The best way to deal with conflict is to prevent it. Numerous reviews, reports and resolutions stress that prevention is better – and cheaper – than cure. Yet comparatively to peacekeeping which receives the bulk of assessed contributions, the organisation invests few resources in **mediation and the prevention of conflict.** The organisation's work in this regard has to be strengthened.

Also, **peace, security and human rights go hand in hand and are interlinked.** We need a strong human rights pillar which is able to fully implement its mandated activities and effectively promote and protect human rights. A strong human rights pillar also contributes to more effectively anticipate and prevent conflicts and, thereby, to promote peace and security. Our delegations will therefore continue our engagement to ensure that the human rights pillar receives the necessary resources from the regular budget to fund all mandates entrusted to it by member states.

Madame Chair,

In conclusion, we are firmly convinced that there is great potential to increase the UNs effectiveness by **ambitiously reforming the organisation and its budget process**. We have high expectations for the next Secretary-General and strongly encourage him to continue the management reforms under way, to propose bold fresh reforms and strategically guide the organisation through an efficient results-based budgeting process. We assure him our full support for these reforms.

Thank you.